

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE,
N. BOURDEANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Pièces.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	18 »
Etranger.....	80 »	42 »	22 »

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople, est considérée comme nulle.

Un numéro 2 Piastres.

S'adresser pour les abonnements, annonces et tout ce qui regarde l'Administration du Journal A. M. J. VIOLET, administrateur, et pour tout ce qui concerne les travaux à exécuter dans la Typographie et Lithographie de la TURQUIE, à M. Ed. DHIONNET, aux bureaux du Journal 23, rue Katchuk-Hendek, près la Tour de Galata.

a SKYRNE, chez M. A. J. Depollo, Libraire : à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et C^o, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez M. Manzoni et C^o, Via della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse sont exclusivement reçus chez MM. Rottler et C^o, à Vienne, Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Égypte sont exclusivement reçues à LONDES, chez M. E. Mison, 439-440 Fleet Street.

DIRECTEUR-GÉRANT,
LEONCE ZUCKER.

ABONNEMENTS :

annonces 3 ^e page.....	3 piastres la ligne
annonces 2 ^e page.....	6 » la »
inscriptions, corps du journal.....	45 » la »
La Livre Turque à p. 100.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.

Un numéro 2 Piastres.

Nous avons été obligé de retarder la publication du journal pour pouvoir intégrer au nos lecteurs le texte intégral du traité de paix de San-Stefano que nous a apporté le Journal de Saint-Petersbourg arrivé par le courrier de ce matin.

DEPECHE TELEGRAPHIQUES

(Agence Bourdeano et C^o)

Autriche-Hongrie.
Vienne, 30 mars 9 h. 10 m. soir.

Obligations Roumélienne... n. 12.80
Pièces de 20 francs..... » 9.75
Agio..... » 107.-
Changé sur Londres..... » 422.10

La Nouvelle Presse libre dit, en parlant de la mission du général Ignatiev à Vienne, que l'ancien ambassadeur n'a pu arriver à aucune entente avec le comte Andrassy qui s'est réservé sa liberté d'action dans la défense des intérêts de la monarchie et du droit de l'Europe de régler les affaires d'Orient.

M. le général Ignatiev part demain pour Berlin et Londres.

France.
Paris, 30 mars.

5% ottoman..... Fr. 7.90
Obligations Roumélienne » 27.50
Cours meilleurs.

NOUVELLES DU JOUR.

S. M. le Sultan a bien voulu confier les insignes du grand cordon d'Alifadik à S. G. Mgr Grasselli, vicapostolique du Pape à Constantinople.

Le Fakié annonce que le grand-duc Nicolas a réuni vendredi à San-Stefano, un grand conseil militaire auquel ont pris part les généraux présents à San-Stefano.

Au dire du journal Turc, le conseil a délibéré sur les mesures à prendre en présence de l'éventualité d'une déclaration de guerre de la part de l'Angleterre.

Le grand-duc Nicolas est à Constantinople depuis samedi.

Son Altesse est venue à bord du *Litolda*. Après une entrevue avec le premier ministre et le ministre de la guerre, elle s'est rendue à Yildiz-Kiosque. Le Grand-Duc est resté jusqu'au soir avec Sa Majesté, et ensuite il est allé au palais de l'ambassade de Russie, où il a passé la nuit.

Son Altesse a assisté hier, dans la multitude, à la messe célébrée par les archimandrites russes dans la chapelle de l'ambassade de Russie où il y avait foule. Le Grand-Duc accompagné des princes Leuchtenberg et Oldenbourg et de la plupart des généraux de son suite a assisté ensuite à une autre cérémonie religieuse, le baptême du fils du prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne.

Le Grand-Duc a été le parrain de l'enfant. Son Altesse demeuré dans le palais de l'ambassade russe. S. M. le Sultan a mis de son côté de camp, le colonel Djéhal bey, en distribution du Grand-Duc, répétant, le

offendi Kantardjoglou, du 12^e arrondissement. Le règlement intérieur de la commission sera incessamment publié.

La commission a annoncé hier sa constitution par une communication aux journaux turcs.

La première mesure qui a été prise est l'application d'une taxe de 20 paras sur le pain. La mesure est mise en vigueur à partir d'aujourd'hui.

Des agents de la municipalité ont visité hier tous les fours de la capitale et de la banlieue pour faire l'inventaire des sacs de farine qui y sont en dépôt, attendu que l'impôt de 20 paras sur chaque ocupe de pain sera perçu directement sur les farines à raison de 40 piastres par sac.

On répare les résidences des représentants de France et d'Angleterre à Théraïpa, où les ambassadeurs vont s'installer, à ce qu'on lit, dans une quinzaine de jours.

L'évêque de Phocide, Mgr David, dont l'arrivée à Constantinople avait été si vivement commentée et interprétée par les journaux de la constitutionnalisme, est parti hier soir par le dernier courrier de Trieste.

Le ministre de la guerre a reçu dans le courant de la semaine passée diverses offrandes en denrées et en habits dont voici l'énumération :

Les habitants des districts de Hamid, de Bourdour, de Tekké et d'Andikil ont envoyé 101,435 ocques de boulogne (ble concasse) servant à faire de la soupe. Ils ont offert, en outre, 204 vestons, 410 paires de gilets et 10 paires de bas de laine.

Les habitants du sandjak d'Iteb-Ili ont envoyé 10927 ocques de boulogne et 8320 archines de toile pour la confection de tentes. Cette toile est un produit de l'industrie indigène.

Les habitants du village Karadja-Viren ont envoyé, par l'entremise du métessarif d'Ismit, 1808 ocques de riz et les habitants de Bey-Bazar 394 peaux de mouton. Toutes ces offrandes ont été déjà remises au Serskérat.

Les journaux grecs disent que le métropolitain grec du diocèse de Kyros (Moussinoïe) a levé l'étendard de la révolte et s'est mis à la tête de ses ouailles. Mgr de Kyros a commencé par brûler lui-même la maison de l'évêché et actuellement il se trouve avec sa troupe sur le mont Olympe.

Après une lettre de Gallipoli, en date du 25 mars, l'état sanitaire des troupes de Gallipoli et de Boulair, n'est rien moins que satisfaisant. L'hôpital de Boutair qui a plus de 300 lits est devenu insalubre et contient tous les malades. Ceux-ci sont transportés à Gallipoli où 15 maisons des plus vastes ont été transformées en ambulance. Elles donnent asile à 800 ou 900 malades.

La mortalité est de 4 à 15 décès par jour. Les maladies dominantes sont les fièvres typhoïdes, la dyssentérie et la variole.

Trois cents malades ont été embarqués le 23 mars pour Constantinople. Le D^r G. Antihof, des accompagnés dans les voyages. Le mauvais disposition des locaux transformés en hôpitaux, et la mauvaise nourriture donnée aux malades (la viande est devenue très-rare) sont, de l'avis des médecins militaires, les causes de cet état de choses.

Le mal s'aggrave de plus en plus et l'on craint que la contagion ne se repande dans toute la ville.

avec les soldats à la capture des brigands, se sont livrés au pillage des maisons. Sur ces entrefaites, le brigand Petko et ses compagnons ont réussi à se sauver en emportant avec eux quelques blessés, car, les soldats turcs seuls ont fait leur devoir et ont poursuivi les fuyards.

Le gouverneur est retourné à Ghiamul-djina sans avoir obtenu quelques résultats satisfaisants et sans avoir su prévenir le pillage des maisons des villages.

Les habitants du district de Marjina ont ces scènes ont eu lieu se croient en danger et, d'après nos informations ils se proposent de s'adresser au haut lieu pour demander une compagnie de soldats réguliers afin de les préserver contre les brigands qui deviennent de jour en jour plus exigeants et plus menaçants.

L'Anatolikos-Akser annonce que, sur la demande du patriarche du Phanar, le Sublime Porte a transmis des circulaires aux gouverneurs généraux d'Adana, de Brousse, d'Adia, de Siwas et d'autres vilayets de l'Asie pour les inviter à faire des recherches sur les résidents et des étrangers dans la guerre que l'on mène en Asie. Ces recherches auront pour but la découverte de femmes et d'enfants chrétiens qui auraient pu être enlevés par des réfugiés.

Ces recherches ont été ordonnées en outre d'examiner les bagages des circassiens que l'on accuse d'avoir volé des habits sacerdotaux et les vases sacrés des églises. Ces objets devront être repris et remis aux autorités ecclésiastiques des localités où la découverte aura été faite.

Mardi dernier un bateau ancré, venant de Varna, a déchargé 2500 circassiens. C'est le troisième bateau qui nous apporte des circassiens et le nombre s'élève aujourd'hui à plus de 10,000.

L'autorité locale a été prévenue télégraphiquement que cinq mille autres circassiens sont en route pour Samsoun.

Ces cinq mille doivent être envoyés dans l'intérieur pour être installés aux environs de Siwas. Mais à cause des mauvais temps ceux qui sont partis jusqu'à présent sont peu nombreux et l'on craint que cette agglomération n'engendre quelque épidémie non seule ville de Samsoun.

Les denrées doivent être envoyés dans l'intérieur pour être installés aux environs de Siwas. Mais à cause des mauvais temps ceux qui sont partis jusqu'à présent sont peu nombreux et l'on craint que cette agglomération n'engendre quelque épidémie non seule ville de Samsoun.

Plusieurs de ces circassiens semblent être à leur aise. Il y en a qui cherchent même à acheter des terres et des terres. Mais cela ne les empêche pas de demander et d'obtenir du gouvernement des vivres et des secours.

Le nouveau gouverneur général de Siwas, Surrey pachà, arrivé de Constantinople, a commencé à séjourner dans notre ville, le mauvais temps le demandant et l'obligeant de se rendre au chef-lieu du vilayet.

On écrit d'Erzeroum que le général Vahan Melikoff, néveu du général de Loris Melikoff, est mort du typhus en cette ville.

On nous adresse la lettre suivante avec prière d'insertion :

Monsieur le Directeur,

SI TAMISER PHILOSOPHIQUES MANISSER.

Je viens vous prier en mon nom et au nom de plusieurs de mes confrères de vouloir bien me permettre d'exprimer par l'intermédiaire de votre estimable journal nos chaleureux remerciements et notre vive reconnaissance à S. Exc. Mavrouvini effendi pour les bonnes et encourageantes paroles qu'il a bien voulu adresser aux médecins militaires indigènes dans sa lettre N° 10, le 17 Parlo, publiée dans votre N° du 15 mars. Un tel éloge décerné sur un homme possédant une telle science et une telle moralité et j'assume toute la responsabilité de mes renseignements. Je demande donc à S. Exc. Stepan pachà la permission de prendre une toute petite part au débat engagé entre leurs deux Excellences. Mais avant tout je dois faire savoir à S. Exc. Stepan pachà que ce que j'ai dit sur la question en litige à Mavrouvini effendi je l'ai dit à bien d'autres personnes et aux collègues de S. Exc. Stepan pachà et au président lui-même de la section du Dari-Choura où son Excellence siège. D'ailleurs j'avais adressé l'année dernière sur cette question des dépêches officielles à la section sanitaire du Dari-Choura. De façon que je ne me ferai pas tirer l'oreille pour demander à S. Exc. Stepan pachà aussi en ce que j'ai dit sur cette matière.

Dans le débat engagé entre S. Exc. Mavrouvini effendi d'une part et S. Exc. Stepan pachà de l'autre, plusieurs questions sont examinées. Pour ma part je ne toucherai nullement à la question de la section Sanitaire du Dari-Choura ni à son organisation, ni au mode de recrutement de ses membres ni à leur *modus agendi*. Ce sont autant de questions très importantes et sur lesquelles il y a eu de nombreuses discussions et de nombreuses décisions, c'est à S. M. I. le Sultan, un gouvernement impérial et à la Chambre des députés à voir si l'on peut dire, pour ce département que c'est tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Je la toucherai encore moins la question des fournitures, des médicaments. C'est une affaire qui regarde le gouvernement et pour l'examen de laquelle je n'ai pas de qualité. Mais j'arrive à la troisième question, à la question qui est d'un caractère purement médical, celle des médecins auxiliaires engagés dernièrement en Europe par S. Exc. Stepan pachà pour le service de l'armée impériale.

S. Exc. Stepan pachà se fâche tout rouge de ce que Mavrouvini effendi a dit dans sa lettre à M. D. Parlo que « les médecins recrutés dernièrement en Europe pour l'armée impériale sont pour la plupart ignorants et sans mérite ». S. Exc. me fait catégoriquement le fait. Il prend en conséquence la défense de ses recrues. Leur dicte la couronne du martyre, et pour les venger, il associe des corps latéraux mais rudes sur les médicaments pharmaciens choisis par Mavrouvini effendi pour servir au Palais et il accuse de turberies et de turberies le premier médecin de S. M. I. et tous ceux qui osent parler contre ses protégés. Franchement, c'est beaucoup trop de honte et de couraige! Car l'opinion générale est contre Son Excellence.

Il y a malveillance, dans tout le monde, est malveillant, c'est-à-dire tous ceux qui ont connu la chose de près. C'est une vraie epidemie de malveillance! Car tous ceux qui ont connu de près les médecins engagés dernièrement en Europe pour le service de l'armée impériale, tous les officiers, tous les médecins, pharmaciens, infirmiers militaires, employés de l'intendance *katibs* etc., etc. tous sont d'un commun accord pour condamner ces messieurs et pour déclamer qu'ils ont été beaucoup plus utiles que profitables au service de l'armée et à nos pauvres et malheureux soldats blessés et malades. Il y a sans dire qu'il n'est nullement question ici des médecins engagés par le *Croissant rouge* ou par les autres sociétés de bienfaisance et de secours aux malades. Nous ne parlons ici seulement des médecins engagés au nom du ministère de la guerre par S. Exc. Stepan pachà. Maintenant ces messieurs peuvent être de braves gens comme particuliers; mais ce n'est pas la question; il s'agit d'eux sous le point de vue de leur compétence médicale et de leur profit que l'armée impériale a pu en tirer. Or, S. Exc. Stepan pachà peut-il répondre de leurs connaissances médicales? Peut-il garantir leur capacité de médecins-chirurgiens? Quant à leur mode de servir il ne peut non plus le présenter comme des modèles de bonne volonté, de dévouement et d'exactitude. Son Excellence

le demander à ceux de mes confrères qui ont été avec moi à-bas, à Izzet effendi, à Mahmoud effendi, aux deux Ahmed effendis, à Ahmed Ismail effendi, à Medjed effendi, etc. Qu'on le demande à mon collègue de Scutari, Mitrovitch effendi, qu'on le demande à M. les professeurs Mehmed Noury bey et Ibrahim bey; qu'on le demande à M. l'inspecteur saouf Spiraki bey lui-même, le collègue de S. Exc. Stepan pachà; qu'on lui demande ce que nous avons eu à souffrir de la plupart de ces Messieurs. Qu'on le demande encore à LL. Exc. les marchis Dervich pachà, Ali Saib pachà, Mahmoud Hamdi pachà, aux généraux de division, Djemil pachà, Hussein Hân pachà, Arif pachà, Abdi pachà, Hâdjî Hüssou pachà et surtout au chef d'état-major, Riza pachà. Qu'on demande à M. les professeurs Saib bey et Aristidi bey ce qu'ils ont vu et ce qu'on disait à Nisch durant la guerre de Serbie de l'année passée. Qu'on demande à M. l'inspecteur Emin bey et à M. le médecin major Izzet effendi ce qui s'était passé à Orkhané durant la dernière et nefaste guerre. Qu'on demande à tous les médecins en chef des corps d'armée et des hôpitaux leur jugement sur cette question. Qu'on le demande enfin à un homme très-distingué et au moins aussi haut placé que S. Exc. Stepan pachà et tout à fait désintéressé dans la question, M. le baron Mundy... Mais d'ailleurs S. Exc. Stepan pachà lui-même nous appuie par son précieux témoignage. Navoue-t-il pas lui-même qu'il avait engagé conjointement « avec les docteurs des candidats au doctorat des magistrats de chirurgie et même « des *patrons de chirurgie* (que nous appelons ici des *kandjis*, des *berbers* et des *sulubidjis*)? Cet aveu nous explique bien des choses et nous n'avons rien à y répéter. Mais si ce n'est ceci; puisqu'on avait été réduit à utiliser les barbiers et les patrons en chirurgie ne pouvait-on pas trouver dans le pays même des anciens *oustas* qui avaient au moins le mérite de connaître la langue et les usages de nos soldats et qui pouvaient avoir peut-être un bien meilleur marché que ceux de Son Excellence parle de l'état de nos finances tout en faisant donner de 300 jusqu'à 600 francs par mois aux patrons qui nous a amonés de l'Occident et sans se donner la peine et les désagréments d'un long et coûteux voyage en Europe?

Nous espérons que S. Exc. Stepan pachà ne se fâchera pas de ce que nous exposons les choses telles qu'elles sont. Son Excellence n'aagi dit-il, que d'après les instances que nous lui aurait reçues. Nous le croyons sur parole et alors la responsabilité de la chose tombe sur qui de droit. Quant à nous nous accusons personne. Ce n'est pas une accusation que nous formulons, mais seulement nous avons cru de notre devoir d'exposer les choses telles que nous les avons connues et telles qu'elles sont réellement. Cela n'altère rien les sentiments affectueux et respectueux que nous avons pour S. Exc. Stepan pachà. D'ailleurs : *Amicus Stepan pachà sed majis amica veritas*.

Je vous prie, monsieur le Directeur, d'agréer, etc.

A. ZIMAS.

ACTES OFFICIELS.

Nominations - Promotions

Par ordonnance impériale et en conservant son poste de commandant en chef de la garde civile, est nommé premier président du Dari-Choura.

Glouz Ahmed Mukhtar pachà est nommé chef de l'état-major général ;

Hâlim pachà, sénateur, est nommé vice-président du Dari-Choura ;

Hüsni pachà, ex-président du Dari-Choura, est nommé membre de ce conseil ;

Le général de division Nâdjib pachà est nommé chef d'état-major de la division de

Lesneps, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont couverts des articles suivants :

Art. 1^{er}. Afin de mettre un terme aux conflits perpétuels entre la Turquie et le Monténégro, la frontière qui sépare les deux pays sera rectifiée, conformément à la carte annexée, sauf la réserve ci-après, de la manière suivante :

De la montagne de Dobrostita, la frontière suivra la ligne indiquée par la conférence de Constantinople, jusqu'à Korito, par Bilek, de là la nouvelle frontière ira à Gatchko (Metochia-Gatchko appartenant au Monténégro) et vera le confluent de la Piva et de la Tara, en remontant au Nord par a Brina, jusqu'à son confluent avec la Lina. La frontière orientale de la principauté suivra cette dernière rivière jusqu'à Pejropolje et se dirigera par Rostraj à Subla-Plana (classant Blior et Rostraj au Monténégro), en englobant Bugovo, Plava et Gushnje ; la ligne frontière suivra la chaîne des montagnes par Shleib, Paklen et le long de la frontière de l'Albanie du Nord par la crête des monts Koprinik, Baha-vrh, Bor-vrh jusqu'au sommet le plus élevé de Prokleti. De ce point la frontière se dirigera vers le sommet de Blior et sera en ligne droite au lac de Jiceni-Hoti. Partageant Jiceni-Hoti et Jiceni-Kastrati, elle traversera le lac de Scutari pour aboutir à la Boyana, dont elle suivra les bords jusqu'à la mer. Niksitch, Gatchko, Spuz, Podgoritza, Zablak et Antvart resteront au Monténégro.

Une commission européenne, dans laquelle seront représentés la Sublime Porte et le gouvernement et du Monténégro, sera chargée de fixer les limites définitives de la principauté en apportant sur les lieux, au cas général, les modifications qu'elle croira nécessaires et équitables au point de vue des intérêts respectifs et de la tranquillité des deux pays, auxquels elle accordera de ce fait les équivalents reconnus nécessaires.

La navigation de la Boyana ayant toujours été libre, à partir de la signature de la Sublime Porte et le Monténégro, l'objet de son règlement spécial qui sera élaboré par la même commission européenne.

Art. 2. — La Sublime Porte reconnaît définitivement l'indépendance de la principauté de Monténégro.

Une entente entre le gouvernement impérial de Russie, le gouvernement ottoman et la principauté de Monténégro, déterminera ultérieurement le caractère et la forme des rapports entre la Sublime Porte et la principauté en ce qui touche notamment l'installation d'agents monténégrins à Constantinople et dans certaines localités de l'Empire ottoman, où la nécessité en sera reconnue, l'extradition des criminels réfugiés sur l'un ou l'autre territoire et la communication de Monténégro, voyageant ou séjournant dans l'Empire ottoman, aux lois et aux autorités ottomanes suivant les principes du droit international et les usages établis concernant les Monténégrins.

Une convention sera conclue entre la Sublime Porte et le Monténégro pour régler les questions se rattachant aux rapports entre les habitants des confins des deux pays et aux ouvrages militaires sur ces confins. Les points sur lesquels une entente ne pourrait être établie, seront résolus par l'arbitrage de la Russie et de l'Autriche-Hongrie.

Dorénavant, s'il y a discussion ou conflit, sauf les cas de nouvelles réclamations territoriales, — la Turquie et le Monténégro abandonneront le règlement de leurs différends à la Russie et à l'Autriche-Hongrie, qui devront statuer en commun, arbitrairement.

Les troupes du Monténégro seront tenues d'évacuer le territoire non-compris dans la circumscription indiquée plus haut, dans le délai de dix jours à partir de la signature des préliminaires de paix.

Art. 3. — La Serbie est reconnue indépendante.

Sa frontière, marquée sur la carte ci-jointe, suivra le thalweg de la Drina, en laissant le Petit-Zvornik et Zakar à la principauté et en longeant l'ancienne limite jusqu'aux sources du ruisseau Dravev près de Slobod, de là le nouveau tracé suivra de ce ruisseau jusqu'à la rivière Taska, et puis le cours de celle-ci jusqu'à Novi-Bazar. De Novi-Bazar, nommé sous le nom de Srebrenik, dans le Monténégro le ruisseau qui passe près de

LA TURQUIE

toutes les questions relatives à la constatation de propriétés immobilières, où des intérêts musulmans seraient engagés. Cette commission sera également appelée à régler, dans le terme de trois années, le mode d'allocation des biens appartenant à l'Etat ou aux fondations pieuses (vacou) et les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient se trouver engagés. Jusqu'à la conclusion d'un traité direct entre la Turquie et la Serbie, déterminant le caractère et la forme des relations entre la Sublime Porte et la principauté, les serbes, voyagent ou séjournent dans le empire ottoman, seront traités suivant les principes généraux du droit international.

Les troupes serbes seront tenues d'évacuer le territoire non compris dans la circonscription indiquée plus haut dans le délai de quinze jours à partir de la signature des préliminaires de paix.

Art. 5. La Sublime Porte reconnaît l'indépendance de la Roumanie, qui sera vaine de droits à une indemnité à débattre entre les deux parties.

Jusqu'à la conclusion d'un traité direct entre la Turquie et la Roumanie, les sujets de l'une ou l'autre de ces deux Etats, dans les trois districts garantis aux sujets des autres puissances européennes.

Art. 6. La Bulgarie est constituée en principauté autonome, tributaire, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale.

Les frontières définitives de la principauté seront tracées par une commission spéciale russo-turque avant l'évacuation de la Roumanie par l'armée impériale russe. Cette commission tiendra compte dans ses travaux, pour les modifications à introduire sur les lieux au tracé général, du principe de la nationalité de la majorité des habitants des contrées, conformément aux bases de la paix, ainsi que des nécessités topographiques et des intérêts pratiques de circulation pour les populations locales.

L'étendue de la principauté de Bulgarie est fixée, en traits généraux, sur la carte ci-jointe, qui devra servir de base à la délimitation définitive. En quittant la nouvelle frontière de la principauté serbe, le tracé suivra la limite orientale du caza de Vrania jusqu'à la chaîne du Kara-dagh. Le tracé sera l'ouest de la ligne suivra les limites occidentales des cazas de Komanovo, Kotelban, Kalkandene, jusqu'au mont Kouban de la par la Drine Noire. Se dirigeant vers le Sud par la Drine et après par la limite occidentale du caza d'Ohridje vers le mont Lina, la ligne suivra les limites occidentales des cazas de Korfcha et Starovo jusqu'au mont Grammos. Ensuite, par le lac de Kastoria, la ligne suivra les limites occidentales de la frontière rejoindra la rivière Moglenitza et, après avoir suivi son cours et passé au sud de Yanitza (Vardar-Véridje), se dirigera par les villages de Vardar et par le Gallico vers le lac de Targa et de Saratovo, l'embouchure du Vardar et par le Gallico de là par le milieu du lac Bechik-quel à l'embouchure des rivières Strouma et Karasou, et par la côte maritime jusqu'au Bosphore, plus loin, partant dans la direction nord-ouest vers le mont Tchébal-ter, la chaîne du Rhodope jusqu'au mont Krounovo, par les monts Etschikoukatchi, Tchépoulo, Karakoles et Ieshiklar, jusqu'à la rivière Arla, par le mont Tchébal-ter.

De là, la ligne frontière sera tracée dans la direction de la ville de Tchélimet et, laissant direction de la ville de Tchélimet et, laissant direction de la ville de Tchélimet au midi, par les villages de Soutigoum, Kar-huzna, Arnankouk, Acharji et Elné, jusqu'à la rivière Tchékédé, et de là, par la rivière Soukadjaké jusqu'au village de Serzoum, la ligne frontière ira par les hauteurs directement vers Bakino-Tabias, ou elle aboutira à la mer Noire. Elle quitte la côte maritime près de Mangalia, longe les limites maritimes du sanjak de Toulitche, et aboutira au Danube au-dessus de Rassoza.

Art. 7. Le prince de la Bulgarie sera nommé et confirmé par la population et confirmé par la Sublime Porte avec l'assentiment des puissances. Aucun nombre des dynasties régnaient des grandes puissances européennes ne pourra être élu prince de la Bulgarie. En cas de vacance de la dignité de prince de la Bulgarie, l'élection du nouveau prince se fera dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes.

Une assemblée de notables de la Bulgarie, convoquée à Philippoupi (Plovdiv) en Turquie, ou ailleurs, avant l'élection du prince, aura la surveillance d'un commissaire impérial russe et en présence d'un commissaire ottoman, l'organisation de l'administration future conformément aux précédents établis en 1878, après la paix d'Audenoupe, dans les principales dispositions.

Dans les localités où les Bulgares sont mêlés aux Turcs, aux Grecs, aux Valaques ou aux Vlachis) ou autres, il sera tenu un compte des droits et intérêts de ces populations dans les élections et l'établissement du régime organique.

L'introduction du nouveau régime en Bulgarie et la surveillance de son fonctionnement seront confiées pendant deux années à un commissaire impérial russe. A l'expiration du premier anneau, un commissaire impérial russe et en présence d'un commissaire ottoman, l'organisation de l'administration future conformément aux précédents établis en 1878, après la paix d'Audenoupe, dans les principales dispositions.

Dans les localités où les Bulgares sont mêlés aux Turcs, aux Grecs, aux Valaques ou aux Vlachis) ou autres, il sera tenu un compte des droits et intérêts de ces populations dans les élections et l'établissement du régime organique.

L'introduction du nouveau régime en Bulgarie et la surveillance de son fonctionnement seront confiées pendant deux années à un commissaire impérial russe. A l'expiration du premier anneau, un commissaire impérial russe et en présence d'un commissaire ottoman, l'organisation de l'administration future conformément aux précédents établis en 1878, après la paix d'Audenoupe, dans les principales dispositions.

revenu moyen de tout le territoire qui fera partie de la principauté.

La Bulgarie sera substituée au gouvernement impérial ottoman dans ses engagements envers les puissances. Elle sera tenue de remplir les obligations envers la Compagnie du chemin de fer de Roustchouk Varna, après entente avec la Sublime Porte, le gouvernement de la principauté et l'administration de cette Compagnie. Le règlement relatif aux autres voies ferrées qui traversent la principauté est également réservé à un accord entre la Sublime Porte, le gouvernement ottoman, la Bulgarie et l'administration des compagnies intéressées.

Art. 10. — La Sublime Porte aura le droit de se servir de la voie de la Bulgarie pour le transport, par des routes déterminées, des troupes, munitions et approvisionnements, dans les provinces situées au-delà de la principauté et vice versa. Afin d'éviter les difficultés et les lenteurs dans l'application de ce droit, tout en garantissant les nécessités militaires de la Sublime Porte, un règlement spécial en établira les conditions dans l'espace de trois mois après la ratification du présent acte, par une entente entre la Sublime Porte et l'administration de la Bulgarie.

Il est bien entendu que ce droit ne s'étendra qu'aux troupes ottomanes régulières et que les irrégulières, les bandes, les troupes Circassiennes, ne seront absolument exclus. La Sublime Porte se réserve aussi le droit de faire passer à travers la principauté les postes et les autres objets de trafic géographique. Ces deux points seront également réglés de la façon et dans le laps de temps suffisants.

Art. 11. — Les propriétaires musulmans ou autres, qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté, pourront y conserver leurs immeubles et continuer à posséder ou administrer par d'autres. Des commissions turco-bulgares siégeront dans les principaux centres de population, sous la surveillance de commissaires russes, pour régler souverainement, dans le cours de deux années, sur toutes les questions relatives à la conservation des propriétés immobilières ou autres, qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté, pourront y conserver leurs immeubles et continuer à posséder ou administrer par d'autres. Des commissions turco-bulgares siégeront dans les principaux centres de population, sous la surveillance de commissaires russes, pour régler souverainement, dans le cours de deux années, sur toutes les questions relatives à la conservation des propriétés immobilières ou autres, qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté, pourront y conserver leurs immeubles et continuer à posséder ou administrer par d'autres.

Des commissions analogues seront chargées de régler, dans le cours de deux années, toutes les affaires relatives au mode d'allocation, d'exploitation ou d'usage pour le compte de la Sublime Porte, des propriétés appartenant à l'Etat et des fondations pieuses, vacou.

A l'expiration du terme de deux années, mentionné plus haut, toutes les propriétés appartenant à des particuliers musulmans ou autres, qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté, pourront y conserver leurs immeubles et continuer à posséder ou administrer par d'autres. Des commissions turco-bulgares siégeront dans les principaux centres de population, sous la surveillance de commissaires russes, pour régler souverainement, dans le cours de deux années, sur toutes les questions relatives à la conservation des propriétés immobilières ou autres, qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté, pourront y conserver leurs immeubles et continuer à posséder ou administrer par d'autres.

Art. 12. — Toutes les forteresses du Danube seront rasées. Il n'y aura plus dorénavant de places fortes sur les rives du Danube ni de bâtiments de guerre dans les eaux des principautés de Roumanie, de Serbie et de Bulgarie, sauf les stations navales et les bâtiments légers destinés à la police fluviale et au service des douanes.

Les droits, obligations et prérogatives de la commission internationale du Danube seront maintenus intacts.

Art. 13. — La Sublime Porte prendra à sa charge le rétablissement de ce qui manque du passage de la soutane et le démantèlement des fortifications dont les biens auraient souffert du fait de la guerre et de l'interdiction de la navigation sur le Danube. Cette double dépense sera d'une somme de cinq millions francs sur celles qui lui sont dues par la commission d'Audenoupe.

Art. 14. — Seront dûment introduites en Bosnie et en Herzégovine les propositions européennes communiquées aux plénipotentiaires ottomans dans la première séance de la conférence de Constantinople, avec les modifications qui seront arrêtées d'un commun accord entre la Sublime Porte, le gouvernement de Russie et celui de l'Etat. Le paiement des arriérés ne sera pas exigé, et les revenus courants de ces provinces jusqu'à premier mars mil huit cent quatre-vingt-neuf seront affectés à l'entretien des familles des réfugiés et des habitants, victimes des derniers événements, sans distinction de race et de religion, ainsi qu'aux besoins locaux du pays.

Un règlement analogue, adapté aux besoins locaux, sera également introduit en Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation spéciale n'est pas prévue par le présent acte.

Des commissions spéciales, dans lesquelles l'élément indigène aura une large participation, seront chargées dans chaque province d'établir les détails du nouveau régime organique. Le résultat de ces travaux sera soumis à l'examen de la Sublime Porte, qui consultera le gouvernement impérial de Russie avant de les mettre à exécution.

Art. 16. — Comme l'évacuation par les troupes russes, des territoires qu'il occupe en Arménie et qui doivent être maintenus dans leur état, ne peut être effectuée sans que les deux hautes parties contractantes relati-

grande partie des somes énumérées dans le paragraphe précédent, par les cessations territoriales suivantes : 1. Les districts de Toulitche, c'est-à-dire de six districts (cazas) de Kilia, Souline, Mahmoudié, Isakhtela, Toulitche-Matichine, Bahadogh, Hirsouvo, Koutendji et Médjidji, ainsi que les districts de Dniep, des Serpents.

Ne dés lors pas s'annexer ce territoire et les lies du Delta, la Russie se verra la faculté de réclamer contre elle de la Bulgarie des territoires détachés par le traité de 1878 et l'annexion au Midi par le thalweg du bras de Kilia et l'embouchure de Stary-Sambouk. La question de la ligne frontière sera réglée par une commission russo-ottomane dans l'espace d'une année après la ratification du traité de paix.

Art. 17. — La Sublime Porte prend l'engagement de ne servir d'aucune manière ni laisser servir contre les sujets ottomans qui auraient été compromis par leurs relations avec l'armée russe pendant la guerre. Dans le cas où quelques personnes voudraient se servir avec leurs familles à la suite des troupes russes, les autorités ottomanes ne s'opposent pas à leur départ.

Art. 18. — Immédiatement après la ratification des préliminaires de paix, les prisonniers de guerre seront rendus, réciproquement par les soins de commissaires spéciaux nommés de part et d'autre, et qui se rendront à cet effet à Otréss et de Scléopoli. Le gouvernement ottoman payera tous les frais de l'entretien des prisonniers qui lui seront restitués, en dix-huit mois égaux, dans l'espace de six années, à partir du jour où les prisonniers seront établis par les commissaires susmentionnés.

L'échange des prisonniers entre le gouvernement ottoman et ceux de la Roumanie, de Serbie et de Monténégro, aura lieu sur les mêmes bases, en dedans, toutefois, dans le décompte à établir, le nombre des prisonniers restitués par le gouvernement ottoman, le nombre des prisonniers qui lui seront restitués.

Art. 19. — Le présent acte sera ratifié par leurs Majestés Impériales le sultan de Russie et l'Empereur des Ottomans, et les ratifications seront échangées, dans quinze jours, à Paris, en présence de commissaires de la Sublime Porte et de la Russie, au lieu de l'époque à laquelle les stipulations du présent acte seront revêtues des formes solennelles par les administrations et des conditions propres à assurer la tranquillité du pays.

Les territoires mentionnés dans les paragraphes a et b sont cédés à la Russie comme équivalent de la somme d'un milliard cent millions de roubles. Quant au reste de l'indemnité, sauf les dix millions de roubles dus aux intérêts et institutions russes en Turquie, soit cent millions de roubles, et tout ce qui est affecté, seront réglés par une entente entre le gouvernement impérial de Russie et celui de Sa Majesté le Sultan.

Les territoires mentionnés dans les paragraphes a et b sont cédés à la Russie comme équivalent de la somme d'un milliard cent millions de roubles. Quant au reste de l'indemnité, sauf les dix millions de roubles dus aux intérêts et institutions russes en Turquie, soit cent millions de roubles, et tout ce qui est affecté, seront réglés par une entente entre le gouvernement impérial de Russie et celui de Sa Majesté le Sultan.

Art. 20. — La Sublime Porte prendra des mesures efficaces pour terminer à l'amiable toutes les affaires litigieuses des sujets russes pendant plusieurs années, dédommagement des pertes et des dommages, et faire exécuter sans délai les sentences rendues.

Art. 21. — Les habitants des localités cédées à la Russie, qui voudraient fuir leur pays, ou qui seraient obligés de le faire, ont le droit de se retirer, en vendant leurs propriétés immobilières. Un délai de trois ans leur est accordé pour accomplir ces formalités. Le présent acte, passé et lésé les habitants qui n'auront pas quitté le pays et vendus leurs propriétés, resteront soumis à l'Etat ou aux fondations pieuses sises en dehors des localités précitées, devront être défrayés par le gouvernement ottoman, si ces localités occupées actuellement par les troupes russes.

Art. 22. — Les ecclésiastiques, les pèlerins et les moines russes voyageant ou séjournant en Turquie, jouiront des mêmes droits, avantages et privilèges que les ecclésiastiques étrangers appartenant à d'autres nationalités. Le droit de culte sera exercé par eux dans les lieux-Saints et ailleurs.

Des comités spéciaux, dans lesquels l'élément indigène aura une large participation, seront chargés dans chaque province d'établir les détails du nouveau régime organique. Le résultat de ces travaux sera soumis à l'examen de la Sublime Porte, qui consultera le gouvernement impérial de Russie avant de les mettre à exécution.

Art. 23. — Tous les traités, conventions, et autres engagements internationaux, conclus entre les deux hautes parties contractantes relati-

Art. 26. — Tant que les troupes impériales russes séjourneront dans les localités qui, conformément au présent acte, seront restituées à la Sublime Porte, l'administration et l'ordre des choses resteront dans le même état que depuis l'occupation. La Sublime Porte ne devra y jusqu'à l'entente par surdit tout ce temps et jusqu'à l'entente par surdit de toutes les troupes.

Les troupes ottomanes ne devront entrer dans les localités qui seront restituées à la Sublime Porte, et cette dernière ne pourra commencer à y exercer son autorité, que lorsque, pour chaque place et province qui aura été évacuée par les troupes russes, le commandant de ces troupes en aura donné connaissance à l'officier désigné à cet effet de la Sublime Porte.

Art. 27. — La Sublime Porte prend l'engagement de ne servir d'aucune manière ni laisser servir contre les sujets ottomans qui auraient été compromis par leurs relations avec l'armée russe pendant la guerre. Dans le cas où quelques personnes voudraient se servir avec leurs familles à la suite des troupes russes, les autorités ottomanes ne s'opposent pas à leur départ.

Art. 28. — Immédiatement après la ratification des préliminaires de paix, les prisonniers de guerre seront rendus, réciproquement par les soins de commissaires spéciaux nommés de part et d'autre, et qui se rendront à cet effet à Otréss et de Scléopoli. Le gouvernement ottoman payera tous les frais de l'entretien des prisonniers qui lui seront restitués, en dix-huit mois égaux, dans l'espace de six années, à partir du jour où les prisonniers seront établis par les commissaires susmentionnés.

L'échange des prisonniers entre le gouvernement ottoman et ceux de la Roumanie, de Serbie et de Monténégro, aura lieu sur les mêmes bases, en dedans, toutefois, dans le décompte à établir, le nombre des prisonniers restitués par le gouvernement ottoman, le nombre des prisonniers qui lui seront restitués.

Art. 29. — Le présent acte sera ratifié par leurs Majestés Impériales le sultan de Russie et l'Empereur des Ottomans, et les ratifications seront échangées, dans quinze jours, à Paris, en présence de commissaires de la Sublime Porte et de la Russie, au lieu de l'époque à laquelle les stipulations du présent acte seront revêtues des formes solennelles par les administrations et des conditions propres à assurer la tranquillité du pays.

Les territoires mentionnés dans les paragraphes a et b sont cédés à la Russie comme équivalent de la somme d'un milliard cent millions de roubles. Quant au reste de l'indemnité, sauf les dix millions de roubles dus aux intérêts et institutions russes en Turquie, soit cent millions de roubles, et tout ce qui est affecté, seront réglés par une entente entre le gouvernement impérial de Russie et celui de Sa Majesté le Sultan.

Les territoires mentionnés dans les paragraphes a et b sont cédés à la Russie comme équivalent de la somme d'un milliard cent millions de roubles. Quant au reste de l'indemnité, sauf les dix millions de roubles dus aux intérêts et institutions russes en Turquie, soit cent millions de roubles, et tout ce qui est affecté, seront réglés par une entente entre le gouvernement impérial de Russie et celui de Sa Majesté le Sultan.

Art. 20. — La Sublime Porte prendra des mesures efficaces pour terminer à l'amiable toutes les affaires litigieuses des sujets russes pendant plusieurs années, dédommagement des pertes et des dommages, et faire exécuter sans délai les sentences rendues.

Art. 21. — Les habitants des localités cédées à la Russie, qui voudraient fuir leur pays, ou qui seraient obligés de le faire, ont le droit de se retirer, en vendant leurs propriétés immobilières. Un délai de trois ans leur est accordé pour accomplir ces formalités. Le présent acte, passé et lésé les habitants qui n'auront pas quitté le pays et vendus leurs propriétés, resteront soumis à l'Etat ou aux fondations pieuses sises en dehors des localités précitées, devront être défrayés par le gouvernement ottoman, si ces localités occupées actuellement par les troupes russes.

Art. 22. — Les ecclésiastiques, les pèlerins et les moines russes voyageant ou séjournant en Turquie, jouiront des mêmes droits, avantages et privilèges que les ecclésiastiques étrangers appartenant à d'autres nationalités. Le droit de culte sera exercé par eux dans les lieux-Saints et ailleurs.

Des comités spéciaux, dans lesquels l'élément indigène aura une large participation, seront chargés dans chaque province d'établir les détails du nouveau régime organique. Le résultat de ces travaux sera soumis à l'examen de la Sublime Porte, qui consultera le gouvernement impérial de Russie avant de les mettre à exécution.

Art. 23. — Tous les traités, conventions, et autres engagements internationaux, conclus entre les deux hautes parties contractantes relati-

que la Société entretient actuellement un nombre personnel médical en Roumanie, et que le Séraskar se repose sur le *Croissant rouge* du soin de toutes les branches de son service sanitaire militaire dans cette partie du pays occupé. Cet état de choses met de lourdes charges au compte de la Société ; sa tâche est loin d'être finie et peut devenir considérable du jour au lendemain ; il est impossible qu'elle ait ses ressources en faveur des réfugiés.

M. le Dr Pechimadjali fait observer que les auteurs de cette nouvelle requête au *Croissant rouge* se sont prévus d'un précédent, la Comité central a donné une première fois il peut fonder une seconde, mais rien ne prouve que l'on doive s'arrêter dans cette voie. Demain surviendra une nouvelle demande. Si l'on accordait les L. 3,000, cette donation porterait à L. 7,000 les subsides détachés du budget des *affaires militaires*, 9,000 L. L. constituant le tiers du capital posé en ce moment par le *croissant rouge*. Personne ne s'attend à blâmer la Société de ne pas consentir à cette mission. M. Leval le Dr Nestapoulo et lui-même ont représenté le Comité aux obsèques de la défunte Bartolotti effendi, qu'on signe d'habitude à la mémoire de Sour Marie Fabre. Le Comité vote la reconnaissance de la collection de sa pierre tombaire et qu'une lettre de condoléance soit écrite par M. le Président à la communauté de St-Vincent de Paul.

Les missions sont adoptées par acclamation.

Féridon bey propose qu'un monument funéraire perpétue la reconnaissance que le *Croissant rouge* professe pour la mémoire de Sour Marie Fabre.

M. Leval objecte que l'ordre auquel appartenait la défunte s'oppose à l'érection du monument proposé. Tout accord est prescrit dans les honneurs funéraires que l'on rend à la mémoire des sœurs de St-Vincent-de-Paul. Ce que la Société pourrait faire cependant, ce serait de demander à l'autorité locale de placer au cimetière une plaque commémorative, sur laquelle serait inscrite l'expression des sentiments que le *Croissant rouge* porte à celle qui a sacrifié sa vie au service de la patrie et de ses compatriotes d'Europe.

Cette proposition est également acclamée. M. Leval est chargé de faire les démarches nécessaires pour la mise à exécution de ce projet.

M. le Dr Mandy renvoie ses collègues de la marque de confiance qu'ils ont bien voulu lui accorder en le chargeant de la mission qu'il doit remplir dans les Principautés. Il se mettra en voyage dans le plus bref délai.

Il est donné lecture d'une lettre de M. le comte Serriev, vice-président du Comité central de la *Croix rouge* en France, engageant officiellement le Comité du *Croissant rouge* à faire participer l'œuvre ottomane de secours aux blessés militaires à l'Exposition universelle de Paris de 1878.

Ce sujet, M. le Dr Mandy lit un passage d'une lettre particulière que M. Serriev a écrite au comte Serriev et par laquelle l'institut que les *Croix rouges* de Russie, de Roumanie et de Serbie doivent prendre part à cette exhibition internationale et qu'il serait du plus grand intérêt que le *Croissant rouge* en fût également objet de présence, autant pour affirmer son existence que pour donner la preuve palpable des travaux qu'il a exécutés depuis son existence. M. le Dr Mandy ajoute qu'il a également reçu une lettre de M. Mornier qui l'engage, en outre, à décider le Comité ottoman à se faire représenter par un délégué aux conférences sanitaires internationales qui auront lieu à l'occasion de l'Exposition.

M. le Dr Margossian rapporte que le secrétaire de la Commission pour l'Exposition, donne lecture d'un rapport et d'un projet de budget, concluant à une demande de crédit de L. 1,601 pour que la mission partant à mener à bonne fin la mission dont elle est chargée.

M. le général Mott s'oppose à l'adoption de la demande faite par le rapport de la commission. Il insiste sur nouveau sur le peu de droits que, se on lui, la Société possède de disposer des fonds de secours aux blessés pour prendre part à une Exposition. Il craint les dépenses qu'entraînerait un pareil projet. Il met, à la rigueur, la réduction de l'impression d'un annuaire travail nécessaire, mais il ne veut aucun appui de présentation sur l'état de pauvreté où se trouve le *Croissant rouge*.

— Fr. 375, provenant du Wintemburgischer Sanitätsverein de Stuttgart, en faveur de la *population civile en détresse* de Constantinople.

— Fr. 1,080, du comité suédois de Stockholm qui les destine aux *malheureux* de Constantinople et de St-Vincent de Paul.

— Fr. 2,100, du comité de secours de la *population civile en détresse* de Constantinople.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le Dr Mandy remet une somme de fr. 200, qu'il a reçue par l'entremise de M. le comte Serriev, vice-président du Comité central de la *Croix rouge* en France, engageant officiellement le Comité du *Croissant rouge* à faire participer l'œuvre ottomane de secours aux blessés militaires à l'Exposition universelle de Paris de 1878.

Ce sujet, M. le Dr Mandy lit un passage d'une lettre particulière que M. Serriev a écrite au comte Serriev et par laquelle l'institut que les *Croix rouges* de Russie, de Roumanie et de Serbie doivent prendre part à cette exhibition internationale et qu'il serait du plus grand intérêt que le *Croissant rouge* en fût également objet de présence, autant pour affirmer son existence que pour donner la preuve palpable des travaux qu'il a exécutés depuis son existence. M. le Dr Mandy ajoute qu'il a également reçu une lettre de M. Mornier qui l'engage, en outre, à décider le Comité ottoman à se faire représenter par un délégué aux conférences sanitaires internationales qui auront lieu à l'occasion de l'Exposition.

M. le Dr Margossian rapporte que le secrétaire de la Commission pour l'Exposition, donne lecture d'un rapport et d'un projet de budget, concluant à une demande de crédit de L. 1,601 pour que la mission partant à mener à bonne fin la mission dont elle est chargée.

M. le général Mott s'oppose à l'adoption de la demande faite par le rapport de la commission. Il insiste sur nouveau sur le peu de droits que, se on lui, la Société possède de disposer des fonds de secours aux blessés pour prendre part à une Exposition. Il craint les dépenses qu'entraînerait un pareil projet. Il met, à la rigueur, la réduction de l'impression d'un annuaire travail nécessaire, mais il ne veut aucun appui de présentation sur l'état de pauvreté où se trouve le *Croissant rouge*.

— Fr. 375, provenant du Wintemburgischer Sanitätsverein de Stuttgart, en faveur de la *population civile en détresse* de Constantinople.

— Fr. 1,080, du comité suédois de Stockholm qui les destine aux *malheureux* de Constantinople et de St-Vincent de Paul.

— Fr. 2,100, du comité de secours de la *population civile en détresse* de Constantinople.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

M. le président donne lecture d'une communication de S. A. Ahmet Velik pachia, transmettant une demande de la communauté des réfugiés qui réclame un nouveau secours de L. 3,000 de la part du *Croissant rouge*. La commission alloue qu'elle a déjà employé les L. 5,000 obtenues une première fois pour organiser un service sanitaire, et que les besoins sans cesse croissants de la communauté des réfugiés exigent un nouveau secours.

gleterre ne seraient pas telles qu'on ne puisse se juger. Il est vrai que dans de telles circonstances le retard que le Congrès subira probablement au lieu d'être un obstacle sera un avantage. Les délibérations internationales ne pourra avoir lieu à la date primitive fixée, c'est à dire à la fin de ce mois.

Vienna, 21 mars.
Notre correspondant de Bucharest nous signale des bruits circulant dans la capitale roumaine et faisant entrevoir la retraite prochaine du cabinet actuel.
(Corresp. gen. autrichienne.)

Londres, 23 mars.
On mande télégraphiquement de Vienne au Daily News.
Le ministre des finances de Serbie est parti pour Paris.
Le but de ce voyage est la négociation d'un emprunt important.

Londres, 23 mars.
On télégraphie de Berlin au Standard que le général Tollenbe est dangereusement malade à Saint-Petersbourg.

Vienne, 24 mars.
On observe ici, dans les cercles politiques un mouvement marqué de la politique austro-hongroise dans le sens d'un rapprochement avec la Russie.

Les tendances bien connues de la Cour impériale ont triomphé des hostilités du comte Andrássy; toute idée d'une alliance avec l'Angleterre est abandonnée. Plus que jamais on veut s'en tenir, à Vienne, aux relations créées par l'alliance des trois empereurs.

La demande de la voie des 60 millions de florins n'est qu'une satisfaction platonique donnée aux russophiles de Pesth.
La presse officieuse commence déjà à dire que les exigences de l'Angleterre sont déraisonnables, que cette puissance ne cherche qu'un prétexte de rapture et que l'Autriche, en cas de guerre entre la Russie et la Grande Bretagne, gardera une neutralité absolue.

Saint-Petersbourg.
La note que vient de publier le Journal de Saint-Petersbourg au sujet du séjour de la flotte anglaise dans la mer de Marmara cause ici une vive impression.

On est convaincu que si la Russie se décide à tenter la démarche que conseille la feuille officieuse, c'est que le gouvernement se sent assuré de l'appui ou du moins de la neutralité de l'Autriche.

L'opinion est très surannée, et l'attitude de la cour de Vienne prouvent une grande satisfaction.
(Estafette.)

Londres, 24 mars.
On s'attend à d'importantes déclarations du ministère dans la séance de lundi soir.
De grands préparatifs se font dans les Indes pour transporter éventuellement une armée en Europe.

Saint-Petersbourg, 23 mars.
Tous les journaux allemands que la Russie invite l'Angleterre à rappeler sa flotte des eaux de Constantinople.
Les organes p-nalvstiques trouvent que le traité est resté bien en deçà de ce que la Russie eût en droit d'exiger et reprochent aux négociateurs russes d'avoir été trop molles.
(Agence française.)

Bucharest, 23 mars.
Des avis reçus de Jassy portent que l'autorité militaire russe déploie des mesures exceptionnelles.
Hier et aujourd'hui, les rues de la ville ont été parcourues par de nombreuses patrouilles qui avaient, dit-on, leurs armes chargées.

On est donné ici de ces précautions, car la Roumanie prétend ne pas sortir des règles du droit international, et aucun habitant roumain ne s'est livré à des actes hostiles envers les soldats russes.
Galatz, 24 mars.
La navigation du Danube est ouverte; trois navires sont arrivés aujourd'hui, quatre sont attendus demain.
Il y a quinze piétons d'eux aux endroits mêmes des barrages.
(Havas.)

Londres, 25 mars.
On télégraphie de Berlin, au Morning Post, que le gouvernement russe vient de signer de nouveaux contrats pour l'achat de

Ainsi que nous l'avons dit plus d'une fois, l'Angleterre ne demande, en compensation, que la Russie s'engageât d'avancer ses troupes aux plénipotentiaires des grandes puissances le traité de San-Stéfano tout entier, et elle paraît résolue à maintenir cette exigence, en dépit des diverses tentatives qui ont été faites auprès d'elle pour obtenir des concessions.

L'Angleterre déclare, en prenant cette attitude, qu'elle représente les intérêts généraux de l'Europe. Les traités auxquels on devait l'état des choses que l'instrument de San-Stéfano prétend modifier profondément avant été conclus par les grandes puissances, l'Angleterre n'admet pas que les deux belligérants puissent s'arroger le droit de créer un état de choses nouveau, sans consulter ces mêmes puissances, et sans fournir à celles-ci l'occasion de formuler et de défendre leurs observations ou leurs protestations.

Elle affirme, en outre, que toutes les clauses du traité se tiennent, et que le congrès seul est compétent pour juger ce qui, dans ces clauses, affecte plus ou moins les intérêts généraux de l'Europe.

En réponse à ces affirmations catégoriques, il est dit, il faut bien le dire, assez difficile de contester la valeur et la correction diplomatiques, la Russie déclare simplement qu'elle est disposée à communiquer aux grandes puissances le traité tout entier, mais n'offre pas de soumettre à la discussion des plénipotentiaires les clauses n'intéressant pas réellement l'Europe entière. Cela signifie en d'autres termes qu'elle réserve le droit de distinguer ce qui est d'un intérêt général de ce qui, d'après elle, regarde seulement les deux parties contractantes. Une fois ce dépla fait par la Russie, elle ne prétend pas empêcher, bien entendu, les puissances de présenter leurs observations sur tous les points, mais elle refuse tout absolument d'entrer en discussion sur ce qu'elle elle-même ne doit pas être discuté.

Quoi qu'il arrive, du reste, il n'est, ni ne peut être aucunement question d'un vote quelconque ratifiant ou rejetant formellement le traité tout entier ou une partie de ce traité. Quand bien même la majorité du congrès se prononcerait contre une ou plusieurs clauses, les deux parties contractantes n'en resteraient pas moins libres en principe d'exécuter leurs engagements réciproques; mais il est facile de comprendre qu'au cours des débats, il pourrait se produire quelque chose comme une ébauche d'entente entre les puissances opposées à de certains arrangements, et c'est sans doute pour cela que la Russie hésite à tout soumettre à la discussion du congrès.

Vu l'état actuel de l'Europe, et pour bien des raisons qu'il est inutile d'indiquer, l'Allemagne seule paraît être en situation de trouver un compromis et de le faire accepter par les cabinets de Londres et de Saint-Petersbourg.

A défaut d'un tel compromis, comme ces deux cabinets paraissent ne plus pouvoir s'entendre directement, il est clair que le congrès n'aurait pas lieu. Or l'opinion générale est que le cabinet de Berlin desire sérieusement la réunion de cette assemblée de plénipotentiaires, et c'est justement là ce qui fait espérer qu'en dépit des grosses difficultés de l'heure présente, l'Allemagne trouvera un biais qui permettra à l'Angleterre et à la Russie de se rencontrer à Berlin, sans s'être fait l'une à l'autre des concessions directes.

Quel pourra être cet expédient? Il est encore impossible de s'en rendre compte. Mais déjà les hypothèses abondent. La plus vraisemblable nous paraît celle qui prête au cabinet de Berlin l'intention de désigner une ou deux clauses du traité comme pouvant être soustraites à la discussion, entre autres l'article relatif à l'indemnité pécuniaire proprement dite. L'Angleterre pourrait, il est vrai, soutenir que même cette clause a trait à des intérêts généraux, parce qu'elle mentionne la dette financière de la Turquie, la Russie imposerait aux puissances garantes de l'emprunt 1853 l'obligation de payer régulièrement les intérêts de cette dette, comme elles sont déjà forcées de le faire elle-même.

Mais il y a, néanmoins, lieu d'espérer que, sur les instances réunies des cabinets de Berlin et de Vienne, l'Angleterre consentira, à la rigueur, à ne pas discuter cet article du traité; et pour ce qui concerne la Russie, il paraît difficile d'admettre que, si vraiment l'Allemagne desire, comme on le croit, le congrès et, par conséquent, une entente sur la question préliminaire du programme, le cabinet de Saint-Petersbourg puisse persévérer jusqu'au bout dans sa ré-

totalité de traité de San-Stéfano. L'Italie, comme nous l'avons dit plus d'une fois, parlant des divers bruits qui circulent, et des différentes versions qui ont été publiées au sujet d'une modification ministérielle en Prusse, dit que la seule chose à considérer comme certaine, c'est que la démission de M. Camphusen a été acceptée. Quant au ministre de l'intérieur, il ne faut pas oublier, ajoute la feuille officieuse, que ce n'est que dans la seconde moitié du mois d'avril qu'il pourra être question de pourvoir définitivement ce département d'un titulaire, puisque ce n'est qu'à cette époque qu'expirera le congé du comte d'Eulenburg.

Berlin, 19 mars.
D'après les bruits qui circulent, on s'occupe, en ce moment, du projet de distraire la division des chemins de fer du midi de la Prusse et de former un ministère spécial des chemins de fer prussiens. Il ne serait par conséquent pas impossible, dit-on, que prochainement et comme budget supplémentaire, on soumette au Landtag sup-séplémentaire une proposition de loi à cet égard.

On lit dans la National Zeitung, de Berlin:

« Nous pouvons compléter encore aujourd'hui par quelques renseignements ceux que nous avons donnés hier sur la participation de la Prusse à l'Exposition de Vienne de 1874. M. le directeur de Werner, en raison des circonstances, a été chargé de la direction de cet affaire, contrairement à l'usage établi d'après lequel une commission devrait en être saisie, et il supplée le chancelier de l'Empire dans cette occasion.

« Dans le monde artistique on a déjà, pour ce motif, surmoulu, en plaisantant, M. de Werner le vice-chancelier de l'Exposition allemande. L'Empereur, qui porte un intérêt à ce que la question, s'est réservée de donner le dernier assentiment à la liste des œuvres d'art qui devront être envoyées à Paris. La première initiative est due à l'ambassadeur de France, le comte de Saint-Aulaire, qui considérait qu'une participation, même partielle, serait une preuve de la nouvelle attitude de l'Allemagne à l'égard de la direction politique actuelle en France, et qui a vu sa demande accueillie de la façon la plus amicale. Le chancelier de l'Empire entra, le 20 février, en négociations avec M. de Werner, et il réussit, après avoir écarté quelques difficultés, à s'entendre satisfaitement sur tout ce qui restait à régler.

« Le marché est tranquille faute d'ordres, tout le monde craignant, tout le monde espérant, tout le monde attendant. Les ventes de la ferme relative du marché, hier et aujourd'hui, ont été découvertes; et cependant ce découvert est bien mince. Mais, comme le dit judicieusement remarquer The Financier, de ce jour, dans une période où les membres du Stock-Exchange, faute d'ordres, battifolent pendant des semaines entières, il suffit d'un tout petit nombre d'achats pour élever subitement les prix d'un léger fraction.

« Une balance folle reste une balance folle, que ce soit à l'égard des poids d'aujourd'hui, ou avec des poids de dix livres! Au reste, toute nouvelle décision d'un caractère favorable produirait un fort mouvement de hausse.

« Bien qu'il ait du être en report en assez grosse quantité, ce titre ne serait pas du tout à vendre pendant la première étape de hausse, d'autre part, chacun par précaution (sans choisir telle valeur plutôt qu'une autre) a vendu quelque chose à découvert pour récupérer ainsi en cas de délaide, une partie de la perte subie sur ses valeurs de portefeuille. De là, cette solidité apparente du Stock-Exchange.

« Pour qu'il ait pu se maintenir, il ne suffit plus de dépêches de journaux, ni de non-dit de clubs; pour qu'il ait une nouvelle étape de baisse, il faut un fait; le fait est le début de la guerre.

« Mais alors — et seulement alors, — l'étape nouvelle de baisse ne sera rien moins qu'une débauche, et cette débauche sera telle qu'on n'en se peut-être pas vu, depuis un demi-siècle.

« Tel est l'état de la place, en égard à deux importantes catégories de clients de bourse, à celle d'abord des gens qui n'ayant pas déjà réalisé leurs titres, trouvent les cours actuels un peu bas, espérant que les prix s'accroîtront et que tout continuera à monter; puis à la catégorie des gens qui ont plus ou moins vendu à découvert, proportionnellement à leur crédit, et qui ne peuvent plus élever le marché par leur propre compte.

« Toutefois, il est une troisième catégorie de clients, celle précisément que cherissent le plus les banquiers et les courtiers, je veux parler des gens qui ont des titres et qui voudraient le placer en titres mobiliers. Ces gens-là n'ont en ce moment, ils n'ont pas de titres, ils constatent, combin-

l'Allemagne du Nord, parlant des divers bruits qui circulent, et des différentes versions qui ont été publiées au sujet d'une modification ministérielle en Prusse, dit que la seule chose à considérer comme certaine, c'est que la démission de M. Camphusen a été acceptée. Quant au ministre de l'intérieur, il ne faut pas oublier, ajoute la feuille officieuse, que ce n'est que dans la seconde moitié du mois d'avril qu'il pourra être question de pourvoir définitivement ce département d'un titulaire, puisque ce n'est qu'à cette époque qu'expirera le congé du comte d'Eulenburg.

Berlin, 19 mars.
D'après les bruits qui circulent, on s'occupe, en ce moment, du projet de distraire la division des chemins de fer du midi de la Prusse et de former un ministère spécial des chemins de fer prussiens. Il ne serait par conséquent pas impossible, dit-on, que prochainement et comme budget supplémentaire, on soumette au Landtag sup-séplémentaire une proposition de loi à cet égard.

On lit dans la National Zeitung, de Berlin:

« Nous pouvons compléter encore aujourd'hui par quelques renseignements ceux que nous avons donnés hier sur la participation de la Prusse à l'Exposition de Vienne de 1874. M. le directeur de Werner, en raison des circonstances, a été chargé de la direction de cet affaire, contrairement à l'usage établi d'après lequel une commission devrait en être saisie, et il supplée le chancelier de l'Empire dans cette occasion.

« Dans le monde artistique on a déjà, pour ce motif, surmoulu, en plaisantant, M. de Werner le vice-chancelier de l'Exposition allemande. L'Empereur, qui porte un intérêt à ce que la question, s'est réservée de donner le dernier assentiment à la liste des œuvres d'art qui devront être envoyées à Paris. La première initiative est due à l'ambassadeur de France, le comte de Saint-Aulaire, qui considérait qu'une participation, même partielle, serait une preuve de la nouvelle attitude de l'Allemagne à l'égard de la direction politique actuelle en France, et qui a vu sa demande accueillie de la façon la plus amicale. Le chancelier de l'Empire entra, le 20 février, en négociations avec M. de Werner, et il réussit, après avoir écarté quelques difficultés, à s'entendre satisfaitement sur tout ce qui restait à régler.

« Le marché est tranquille faute d'ordres, tout le monde craignant, tout le monde espérant, tout le monde attendant. Les ventes de la ferme relative du marché, hier et aujourd'hui, ont été découvertes; et cependant ce découvert est bien mince. Mais, comme le dit judicieusement remarquer The Financier, de ce jour, dans une période où les membres du Stock-Exchange, faute d'ordres, battifolent pendant des semaines entières, il suffit d'un tout petit nombre d'achats pour élever subitement les prix d'un léger fraction.

« Une balance folle reste une balance folle, que ce soit à l'égard des poids d'aujourd'hui, ou avec des poids de dix livres! Au reste, toute nouvelle décision d'un caractère favorable produirait un fort mouvement de hausse.

« Bien qu'il ait du être en report en assez grosse quantité, ce titre ne serait pas du tout à vendre pendant la première étape de hausse, d'autre part, chacun par précaution (sans choisir telle valeur plutôt qu'une autre) a vendu quelque chose à découvert pour récupérer ainsi en cas de délaide, une partie de la perte subie sur ses valeurs de portefeuille. De là, cette solidité apparente du Stock-Exchange.

« Pour qu'il ait pu se maintenir, il ne suffit plus de dépêches de journaux, ni de non-dit de clubs; pour qu'il ait une nouvelle étape de baisse, il faut un fait; le fait est le début de la guerre.

« Mais alors — et seulement alors, — l'étape nouvelle de baisse ne sera rien moins qu'une débauche, et cette débauche sera telle qu'on n'en se peut-être pas vu, depuis un demi-siècle.

« Tel est l'état de la place, en égard à deux importantes catégories de clients de bourse, à celle d'abord des gens qui n'ayant pas déjà réalisé leurs titres, trouvent les cours actuels un peu bas, espérant que les prix s'accroîtront et que tout continuera à monter; puis à la catégorie des gens qui ont plus ou moins vendu à découvert, proportionnellement à leur crédit, et qui ne peuvent plus élever le marché par leur propre compte.

« Toutefois, il est une troisième catégorie de clients, celle précisément que cherissent le plus les banquiers et les courtiers, je veux parler des gens qui ont des titres et qui voudraient le placer en titres mobiliers. Ces gens-là n'ont en ce moment, ils n'ont pas de titres, ils constatent, combin-

Il faudrait d'autre part avoir une foi bien robuste pour croire que le général Bruzzo, le comte Corti et le sénateur Conforti, partageant les idées politiques des honorables Carolf et Zanardelli; nous ne voudrions pas même garantir que les idées de ces derniers fussent les mêmes que celles de l'honorable Baccarini.

L'honorable Carolf ne nous a donc point donné un ministère de gauche, mais nous nous laissons d'ajouter qu'il nous a donné un ministère composé d'hommes capables d'inspirer la confiance par leur habileté et par leur honnêteté.

Dans les circonstances actuelles, c'est tout ce que le pays pouvait désirer de mieux. Il reste à savoir si un ministère composé de pareils éléments trouvera dans la gauche une majorité suffisante; nous ne tarderons pas à le savoir.
(Courrier d'Italie.)

Il faudrait d'autre part avoir une foi bien robuste pour croire que le général Bruzzo, le comte Corti et le sénateur Conforti, partageant les idées politiques des honorables Carolf et Zanardelli; nous ne voudrions pas même garantir que les idées de ces derniers fussent les mêmes que celles de l'honorable Baccarini.

L'honorable Carolf ne nous a donc point donné un ministère de gauche, mais nous nous laissons d'ajouter qu'il nous a donné un ministère composé d'hommes capables d'inspirer la confiance par leur habileté et par leur honnêteté.

Dans les circonstances actuelles, c'est tout ce que le pays pouvait désirer de mieux. Il reste à savoir si un ministère composé de pareils éléments trouvera dans la gauche une majorité suffisante; nous ne tarderons pas à le savoir.
(Courrier d'Italie.)

BOURSE

COURS DES FONDS

GALATA, le 30 mars 1878.		
Ouv. du m.	P. 8 8	
Russie	8 7	
Dettes Générales ..	8 46	
5% ..	3 h. du midi ..	—
1/20 ..	1/20 ..	2 48
Après Bourse ..		
Actions Société Générale Cp. det. L.S. ..		
de la Société de change et val.	2 8	
de la Banque de Comptable ..	3 8	
du Crédit Général ..	L.T. 2 42	
Transvaal ..	1 4	
Laurium Cp. det.	59	
Crédit Hellénique ..	102	
Obligations des Chemins de fer.	27 3/4	
1863 ..	27	
1865 ..	38	
1869 ..	35	
1872 ..	43 1/2	
1873 ..	34	

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)	
Livre anglaise ..	P. 109
Pièce de 20 Francs ..	86 30
Imperial russe ..	88 30
Mueh (Crémite) ..	51
Quintidi blanc (différence) ..	106
Bechik ..	121
1000 ..	122
En papier monnaie ..	265
Cuivre ..	481

Directeur-Gérant ANDRÉ ZUCY.

ANNONCES

SOCIÉTÉ DES TRAMWAYS

DE CONSTANTINOPLE.

AVIS.

Messieurs les actionnaires de la Société sont informés qu'en vertu de la décision de l'Assemblée générale du 11/23 mars, les coupons n° 11 et 12 seront détachés contre paiement de 1/2 de médaille par action. Les bordereaux seront reçus à la vérification à partir du 8 avril de une heure à quatre heures p. m., tous les lundis, mercredis et samedis, et les paiements s'effectueront à huit jours d'intervalle.
Galata, le 1^{er} avril 1878.

ADMINISTRATION

Des Paquebots Ottomans MAHSOUSSE.

Itinéraire du petit cabotage
A partir de Lundi, 11/3 Mars 1878 (v.s.) jusqu'à nouvel avis.
Ligne des îles
Voyage pour le Pont.
H.M.
1 45 De Prinnop, Halki, Antigon, Prot.
1 15 De Pendik, Cartal, Prinnop, Giakomo, Halki, Antig. Prot. 2 h. 45 m. de Prinnop

Départ du Pont.
9 45 Pour Prot, Antig., Halki, Giakomo, Pring. Carst, Pendig.
10 45 Pour Prot, Antigon, Halki, Prinnop.

SERVICE DES DIMANCHES

Voyage pour le Pont.
1 15 De Pendik, Cartal, Prinnop, Halki, Antigon, Prot.
8 10 De Cartal, Prinnop, Giakomo, Halki, Antigon, Prot.

Départ du Pont.
3 — Pour Prot, Antigon, Halki, Giakomo, Prinnop, Cartal.
10 — Pour Prot, Antigon, Halki, Prinnop, Cartal, Pendik.

Ligne de Haïdar-Pacha.

concordé avec les trains du Chemin de fer d'Ismid.
Service Journalier.

4. m.	N° Train	DE HAÏDAR-PACHA.
2 30	Sans coinc.	3 10 De Pend. 1
7	Pour Ismid	2 7 55 Ismid 3
10 50	Pend 4	11 15 Sans coinc.

Ligne de St-Stéfano.

Les voyages journaliers et de dimanche de la ligne de SISI/ANOUARONT LIEN COMME SUIT

Départ du Pont.
2 30 San-Stéfano
4 30 Samatia Makrikyia St-Stéfano
8 San-Stéfano
10 30 Cotum-Capou, Yni-Capou, Samatia Makrikyia, St-Stéfano.

Voyage pour le Pont.

1 15	De St-Stéfano, Macrikyia, Samatia, Yni-Capou, Cotum-Capou.
4 30	De St-Stéfano directement
8	De St-Stéfano, Makrikyia, Samatia, Cotum-Capou.
10 30	De St-Stéfano directement

Ligne de Cadikeui.

SERVICE JOURNALIER	SERV. DES DIMANCHES
Départ du Pont	Départ du Pont
H. M.	H. M.
1 45	1 45
2 30	2 30
4 15	4 15
5 30	5 30
8 45	8 45
9 30	9 30
10 30	10 30
11 15	11 15
12	11 45

LA CENTRALE

COMPAGNIE ANONYME FRANÇAISE

D'ASSURANCES À PRIMES FIXES CONTRE L'INCENDIE.

Siège à Paris, rue de Richelieu, 108.

Agent Général pour la Turquie et pour la Grèce

M. Fortune JOURDAN à Constantinople.

Pour plus amples renseignements et demandes d'Assurances s'adresser à l'Agence Générale à Moum-hané, (Clé Française), et à M. Marchesi, agent particulier à Galata en face de l'ancienne Bourse.

